



Jacqueline BROAD & Karen GREEN, *A History of Women's Political Thought in Europe, 1400-1700*

Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 334 pages

Marie-Karine Schaub



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/9941>

DOI : [10.4000/clio.9941](https://doi.org/10.4000/clio.9941)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

Pagination : 271-273

ISBN : 978-2-8107-0098-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Marie-Karine Schaub, « Jacqueline BROAD & Karen GREEN, *A History of Women's Political Thought in Europe, 1400-1700* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 01 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/9941> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.9941>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2022.

Tous droits réservés

Jacqueline BROAD & Karen GREEN, A *History of Women's Political Thought in Europe, 1400-1700*

Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 334 pages

Marie-Karine Schaub

- 1 Les femmes écrivains développent-elles une pensée politique spécifique durant la première modernité européenne ? Telle est l'interrogation centrale de l'étude de Jacqueline Broad et Karen Green, toutes deux enseignantes dans le département de philosophie et de bioéthique de l'Université Monash en Australie. Le livre étudie l'œuvre de très nombreuses auteures de l'époque moderne, certaines qu'il faut évidemment mobiliser pour répondre à ce type de questionnaire comme Christine de Pisan, Marguerite de Navarre, Marie le Jars de Gournay, mais également d'autres que l'on considérerait difficilement comme des théoriciennes de la politique comme Mary Astell ou la reine Elizabeth d'Angleterre, sans parler des moins connues d'entre elles, comme Laura Cereta, Cassandra Fedele ou encore Elinor James. La péninsule Italienne, l'Angleterre et la France forment le cadre géographique de cet ouvrage collectif et la chronologie couvre les XV^e-XVII^e siècles. C'est dire que les contextes politiques, culturels et sociaux ici considérés sont variés et que les écrivaines concernées sont différentes, qu'elles soient souveraines, femmes de la haute aristocratie, bourgeoises anglaises ou encore précieuses françaises.
- 2 Néanmoins plusieurs fils rouges permettent de relier toutes ces situations et toutes ces actrices. Grâce à cette étude, ces femmes sont désormais intégrées à une histoire de la pensée philosophique et des idées politiques européennes. La méthodologie suivie est celle d'une histoire contextualisée des textes et des idées, ce qui permet de reconstruire au plus près, et sans téléologie, la pensée des auteures envisagées. En conséquence, Jacqueline Broad et Karen Green offrent, avec succès, une histoire alternative de la pensée politique, qui montre que la première modernité européenne ne fait pas des femmes des actrices invisibles ou muettes de la pensée politique. Par ailleurs, elles intègrent à leur histoire des idées politiques une réflexion sur les rapports entre les

sexes et plus généralement sur le genre. Enfin, elles cherchent à montrer qu'il existe une pensée politique féminine spécifique, qui serait une synthèse chrétienne des idées aristotéliennes mobilisant les notions centrales de vertu et du bien.

- 3 En effet, leur interrogation principale les conduit à montrer d'abord le lien qui existe entre les réflexions sur le bon gouvernement et la défense de l'autorité féminine. Au départ et au cœur de nombreux chapitres de l'ouvrage, le *Livre de la cité des Dames* de Christine de Pisan dont l'influence fut considérable jusqu'à la fin de l'époque moderne pour justifier le droit des femmes à exercer une autorité politique. Elles montrent également, comment, à partir de la lecture d'Aristote qui refusait aux femmes la capacité de gouverner en raison de leur manque supposé de vertuet dans le contexte de la « Querelle des Femmes », Anne de Beaujeu ou Marguerite de Navarre accordent aux femmes de la haute aristocratie la capacité à être de bonnes souveraines et des monarques prudentes. Dans la même optique, les principes politiques d'Elizabeth d'Angleterre et les critiques qui lui en ont été faites postérieurement donnent lieu à un chapitre éclairant qui part des développements de la souveraine sur l'autorité princière ultimement fondée en Dieu, la métaphore du royaume comme corps humain ou l'illégitimité d'une rébellion contre un prince couronné et oint. Sont également analysés les commentaires de certaines féministes plus tardives qui lui reprochent d'avoir défendu les valeurs masculines de l'ordre patriarcal qu'elle incarnait et de ne pas avoir pensé le statut spécifique des femmes, car elle se présentait comme une « exception de la nature » au-dessus de son propre sexe. Ses textes montrent qu'elle défendait avant tout une gestion prudente de son peuple, guidée par son amour de mère et d'épouse du royaume. Face aux critiques de certains de ses contemporains sur la monstruosité de la gouvernance féminine au nom du désordre des sens et du manque de prudence, ils soulignent son habilité à gouverner, son discernement, sa prudence ou sa tempérance. Reine régnante, non mariée et sans enfant, Elizabeth 1^{re} représente un véritable contre-modèle et une menace pour ceux qui, comme Jean Bodin, mais également Christine de Pisan ou encore Marguerite de Navarre pensent que le mariage et la monarchie sont deux institutions ordonnées par Dieu où les faibles doivent être protégés par les plus forts. Dans cette optique, un chapitre est consacré à Marie le Jars de Gournay, « fille spirituelle » de Montaigne et éditrice de ses *Essais*, qui, au tournant du XVI^e et du XVII^e siècle écrivait explicitement sur l'art du bon gouvernement, sur l'éducation du prince et la conception parentale de la monarchie.
- 4 Ensuite, le livre permet de reconsidérer le parallèle fait entre le pouvoir monarchique et le mariage en même temps que la critique grandissante des deux institutions à la fin du XVI^e siècle. La période de la Réforme constitue un tournant dans la pensée du mariage, désormais considéré comme le lieu d'une tyrannie à l'égard des femmes et elle donne naissance à une pensée critique, avant les Lumières, qui sape désormais les bases des métaphores politiques parentales et maritales, encore à l'œuvre au XVI^e siècle. A la fin du XVII^e siècle, ces deux métaphores de la monarchie autoritaire sont désormais contestées et les théoriciennes de la politique préfèrent fonder la théorie politique sur l'idée d'un contrat social. En France, dans le contexte de la Fronde, Madeleine de Scudéry revisite les modes légitimes de l'influence politique féminine, critique les conditions de l'éducation des filles, valorise des femmes extraordinaires qui sont « comme des hommes » et défend une conception féminine et égalitariste du pouvoir. De la même manière, Margaret Cavendish (1623-1673), avocate de la participation politique des femmes, à un moment où un Thomas Hobbes s'y oppose, ne va pas jusqu'à

demander explicitement l'émancipation des femmes, mais elle dénonce la tyrannie du mariage, les obstacles rencontrés par les femmes pour s'engager en politique ou leurs contraintes en matière de reproduction.

- 5 Enfin, la question de la tolérance religieuse occupe les derniers chapitres de l'ouvrage. Qu'ils concernent les femmes de l'époque de la guerre civile anglaise, les femmes quakers influencées par le mouvement des Levellers ou celles de la génération de la Glorieuse Révolution, les enjeux de la liberté de conscience, de la liberté politique des sujets, du gouvernement légitime ou de la résistance à l'autorité sont très largement partagés même si les auteures en arrivent à des raisonnements opposés. Face à celles qui, comme la royaliste Margaret Cavendish prônent la tolérance en période de troubles politiques, certaines d'entre elles se montrent favorables à la coercition au nom de la paix sociale. Ainsi, Elinor James (1644-1719), véritable activiste à l'oral comme à l'écrit et sincère royaliste, ou encore Mary Astell (1661-1731) qui au nom du droit à la résistance défend l'idée de l'obéissance passive à la couronne, critique les dissidences religieuses, se montre défavorable à l'idée de la souveraineté populaire et accepte la subordination politique des femmes aux hommes. En même temps elle se préoccupe de la tyrannie qu'elles subissent, s'occupe de leur liberté ou de la manière dont elles se représentent avec des préoccupations que l'on pourrait rapporter à une véritable réflexion sur le genre.